

Entre la France et le Rwanda, la politique des petits gestes

Simon Petite

Le Temps.ch, 17 mai 2021

Le président Paul Kagame est à Paris, nouvelle étape de la normalisation entre la France et le Rwanda. Emmanuel Macron doit se rendre prochainement au Rwanda pour tourner définitivement la page du génocide des Tutsis et de la lourde responsabilité française

Cette fois, impossible d'éviter le sujet qui fâche. Le président rwandais, Paul Kagame, est à Paris, où il a été accueilli lundi sur le tapis rouge de l'Elysée par Emmanuel Macron pour un sommet sur la relance économique de l'Afrique. L'événement réunit une trentaine de chefs d'Etat du continent, européens ou de dirigeants d'organisations internationales.

Ce n'est pas la première fois que l'homme fort du Rwanda rend visite au président français. En 2018, les deux interlocuteurs n'avaient pas abordé le dossier qui empoisonne depuis un quart de siècle les relations

entre les deux pays : le génocide de 1994 et l'implication de la France alors alliée indéfectible du régime génocidaire renversé par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) dirigé par Paul Kagame.

Lors de son séjour à Paris, le président rwandais doit rencontrer d'anciens responsables militaires de l'opération Turquoise. Après le déclenchement du génocide, la France était en effet intervenue militairement au Rwanda, officiellement pour stopper les massacres mais, par méfiance du FPR, les soldats avaient aussi protégé la fuite des génocidaires.

Travail de mémoire

Pour déminer leurs échanges, les deux présidents ont pu s'appuyer sur deux récents rapports passant au crible la responsabilité française dans cette tragédie. Le premier a été de-

mandé par Emmanuel Macron à une commission d'historiens présidée par Vincent Duclert et le second a été rédigé par un cabinet d'avocats américains mandatés par Kigali.

Malgré leurs différences, les deux documents se retrouvent sur l'essentiel. A savoir que la France de François Mitterrand porte une lourde responsabilité dans le génocide des Tutsis. Mais ni les historiens français, ni les avocats américains ne concluent à une complicité active de la France dans le génocide, ce qui aurait ouvert la possibilité d'une action judiciaire contre l'Etat français.

Cette hypothèse étant levée, la voie d'une normalisation est grande ouverte. Mais celle-ci se fait à petits pas. Après la publication fin mars des travaux de la commission Duclert, une visite dans la foulée d'Emmanuel Macron au Rwanda, sur les lieux du génocide, avait été envisagée. Un déplacement qui aurait été hautement symbolique. C'est finalement Paul Kagame qui a pris le chemin de Paris, à l'occasion du sommet pour l'Afrique prévu avant la publication des deux rapports. Une visite d'Emmanuel Macron au Rwanda est désormais évoquée pour la fin du mois de mai.

Pour le grand acte de repentance française pour ses égarements face au génocide, comme l'avait fait la Belgique ou dans une moindre mesure les Etats-Unis, il faudra donc encore at-

tendre. Malgré le réchauffement graduel entre les deux pays, la France n'a toujours pas d'ambassadeur à Kigali.

L'influence rwandaise

Petit pays par sa taille, le Rwanda est pourtant influent. Son redressement après le génocide a été spectaculaire. Voilà pourquoi le président Paul Kagame est l'un des dirigeants les plus courtisés du continent. Il se propose aussi de reprendre les migrants africains expulsés par l'Europe. Le Rwanda se veut encore un leader de l'économie numérique africaine, un secteur clé pour la relance, et fait figure d'exemple pour les autres pays africains. Il était donc logique d'inviter le Rwanda au sommet de Paris.

Pays davantage anglophone que francophone, le Rwanda préside pourtant l'Organisation internationale de la francophonie, un poste obtenu grâce au soutien de Paris. Le « *modèle rwandais* » est controversé. Paul Kagame tient le pays d'une main de fer depuis le génocide et les organisations de défense des droits humains dénoncent les disparitions forcées et le musellement de l'opposition.

A Paris comme à Kigali, « *il y a une volonté de tourner la page du génocide* », analyse Jean-François Bayart, professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement, à Genève. *Mais un*

mot de trop ou de pas assez peut tout faire capoter. » Malgré tout, l'enjeu de cette normalisation reste limité. Le Rwanda n'est pas un partenaire économique important de la France. « *Il faut lire les efforts d'Emmanuel Macron à la lumière de la prochaine présidentielle française, loin d'être gagnée. Le président veut être celui qui a lavé la culpabilité de la France, l'anti-Mitterrand. Le fait que le modèle rwandais n'ait rien de démocratique ne le dérange pas, alors qu'il vient d'adouber le fils Déby au Tchad* », conclut Jean-François Bayart.